

À LA UNE

DISPARUS DE GUERRE

Rabiha Riachi : Le gouvernement libanais est seul responsable de l'échec du dossier des détenus

Par Nada MERHI | jeudi, janvier 26, 2012



Toni Riachi, enlevé le 31 août 1985 avec son frère Georges et leur cousin Mansour sur la route de l'aéroport.

Le sort de milliers de Libanais – et de ressortissants arabes – disparus durant la guerre civile et la période qui l'a suivie sous la tutelle syrienne au Liban reste inconnu. Pour que ce dossier vieux de plus de trente ans ne reste pas occulté et relégué aux oubliettes,

« L'Orient-Le

Jour » relatara chaque semaine le témoignage d'un parent en quête de la vérité sur le sort d'un disparu.

31 août 1985. Toni Riachi, 27 ans, son frère Georges, 31 ans, et leur cousin Mansour, 35 ans, disparaissent sur la route menant à l'aéroport. « Georges était installé à Dubaï depuis près de douze ans, raconte Rabiha Riachi. Mon mari, Toni, est décorateur. Il s'y rendait pour une offre de travail. Mansour avait proposé de les accompagner à l'aéroport. Nous avons su de plusieurs sources qu'ils ont été enlevés sur cette route, puis remis aux autorités syriennes, mais nous ne détenons aucune information concrète. »

Des anciens détenus ayant reconnu les deux frères et leur cousin sur les photos exposées sur les lieux du sit-in permanent qu'observent les parents des disparus et détenus libanais dans les prisons syriennes dans le jardin Gibran Khalil Gibran au centre-ville ont toutefois assuré les avoir croisés dans des prisons en Syrie. « Ils nous ont dit qu'ils les ont vus pour la dernière fois en 1994, poursuit Rabiha. Ces informations sont basées uniquement sur des témoignages. Encore une fois, nous n'avons aucune information concrète. »

Pendant des années, Rabiha Riachi, sa belle-famille et la famille de Mansour ont cherché les trois hommes. Georges était marié et père de deux filles en bas âge et Mansour était célibataire. « Nous agissions à titre personnel, note-t-elle. Nous frappions à la porte de toute personne susceptible de nous aider. Personnellement, j'ai été à plusieurs reprises à Damas, mais je n'ai jamais pu rencontrer Toni, Georges ou Mansour. Les personnalités libanaises ou syriennes dont nous avons sollicité l'aide nous ont toutes répété que l'affaire revêtait un aspect politique qui nécessitait une solution politique à l'échelle des deux pays. »

Mais la famille Riachi n'a pas baissé les bras. « Nous avons continué à les chercher à titre personnel, insiste-t-elle. Puis, en 2005, nous avons fait la connaissance de Solide (Soutien aux Libanais en détention et en exil). Nous lui avons alors confié le dossier, convaincus que plus nous sommes nombreux à revendiquer la libération des nôtres, plus nous avons de chances d'aboutir. »

Le pari des parents des détenus libanais en Syrie s'est avéré infondé. Le dossier a en effet été longtemps exploité par les différentes parties politiques qui s'en servaient pour aboutir à leurs fins, sans pour autant œuvrer vraiment en faveur d'un dénouement à ce drame qui dure depuis des décennies.

« Personne ne peut imaginer combien ce dossier nous mine, confie Rabiha Riachi. Personne ne peut ressentir notre immense douleur, à moins d'être dans la même situation, en état d'attente. Personne ne peut imaginer à quel point ces disparitions ont bouleversé notre quotidien. En somme, ce sont des personnes disparues. Nous attendons qu'elles réapparaissent dans notre vie à chaque instant. Il y a des jours où nous sommes confiants qu'elles rentreront. D'autres jours, nous perdons tout espoir de les revoir vivantes. Ces émotions contradictoires sont déstabilisantes. Nous avons l'impression de vivre dans l'attente d'un événement qui tarde à se réaliser. »

Rabiha Riachi était mariée depuis à peine deux ans lorsque Toni a disparu. Hadi, leur fils, avait un an. « Aujourd'hui, Hadi a 26 ans, souligne-t-elle. C'est presque l'âge de son père le jour où il a disparu. Avant qu'il ne parte poursuivre ses études à l'étranger, Hadi était impliqué dans ce dossier. Il donnait souvent des conférences pour sensibiliser l'opinion publique à la cause des détenus et disparus libanais en Syrie. Il répétait que nous avons un devoir envers les détenus, celui de vivre avec eux les conditions de leur détention et de les accompagner non seulement en paroles, mais en action. »

Les parents de Toni, Georges et Mansour sont décédés avant de revoir leurs enfants. « Je ne lâcherai pas le dossier, affirme Rabiha Riachi. Je veux connaître la vérité. Ma vie s'est arrêtée en ce 31 août 1985. Nous vivons par pure nécessité. J'ai pu survivre grâce à mon fils, qui m'a donné une motivation pour le faire. »

Et Rabiha Riachi de poursuivre : « La Syrie n'est pas mon pays. Le gouvernement syrien ne se soucie pas de nous. Que fait notre gouvernement ? Je rends l'État libanais entièrement responsable de l'échec de ce dossier. Jusqu'à présent, les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas été sérieux dans la résolution de ce problème, comme s'ils voulaient que nous oublions nos disparus. Nous ne le ferons pas. Nous ne pouvons pas le faire. Ce sont des personnes qui ont existé. Il est de notre devoir de les commémorer, de penser à eux et de déployer tous les efforts pour que leur sort soit enfin dévoilé. »